Réponse à trois objections à la sortie de l'Union européenne

Le 16-04-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Depuis que la « construction » européenne existe, elle n'a permis aucun progrès social ni démocratique. C'est même l'inverse qui s'est produit : les systèmes de protection sociale, à coups de « directives », ont été progressivement démantelés. Quant à la démocratie, le complot des oligarques européens contre le suffrage universel devrait finir de convaincre ceux qui pouvaient encore entretenir des illusions sur la « construction » européenne. Comment des hommes et des femmes inspirés par les valeurs de la Révolution française et le suffrage universel, pourraient-ils rester une minute de plus dans un système dictatorial qui a banni le suffrage universel ! Va-t-on s'habituer à cette situation et y trouver des justifications ?

En outre, ce mode de « construction » européenne n'a fait qu'affirmer sa vassalisation vis-à-vis des États-Unis et son mépris pour les pays pauvres.

Finalement, la construction européenne n'a pas été la barrière protectrice qu'elle prétendait être contre les politiques de mondialisation qui frappent l'Europe de plein fouet. Elle a été, au contraire, l'élément le plus en pointe pour l'anéantissement des souverainetés nationales.

Il faut s'y faire et le reconnaître : l'Union européenne n'est pas un cadre aménageable. Elle est à déconstruire pour que les peuples réapprennent à disposer d'eux-mêmes tout en retrouvant les voies de la solidarité internationale. L'idée même d'une « autre Europe » est devenue obsolète dès lors que l'oligarchie rejette la démocratie. Elle bâillonne les peuples d'Europe, elle est un garrot, un nœud coulant qui étouffe l'espoir. Cette Europe ne sera jamais sociale, ni démocratique, ni féministe, ni écologique.

La grande perspective qui s'offre aujourd'hui, enthousiasmante, passe donc par la sortie de l'Union européenne et la construction d'une Europe à la carte, ou à géométrie variable, fondée notamment sur les principes de la Charte de La Havane. C'est plus démocratique, efficace, réaliste et sérieux !

Bien sûr, les interrogations ne vont pas manquer :

- L'Union européenne n'aurait-elle pas permis la paix ?
- Sortir de l'Union européenne ne va-t-il pas provoquer un repli sur soi ?

- Ne serait-ce pas la marque d’une certaine arrogance et de nationalisme ?

Contrairement à un mythe savamment entretenu, ce n’est pas l’Union européenne qui a permis la paix, mais la paix qui a permis l’Union européenne. Car c’est bien la victoire sur le nazisme en 1945 qui a permis, ultérieurement, de « construire » l’Union européenne. Celle-ci est de moins en moins pacifique puisqu’elle s’est ralliée à un dispositif militaire agressif conçu au moment de la guerre froide – l’OTAN – alors que plusieurs de ses pays membres sont embourbés en Afghanistan et en Irak. Ce dispositif militaire au service des États-Unis, essentiellement orienté contre la Russie et la Chine, est un facteur de risques pour la paix. Sortir de l’Union serait agir pour la paix en refusant cette logique menaçante.

Sortir de l’Union européenne n’est pas une stratégie seulement applicable à la France. Nous considérons que tous les pays, progressivement, devraient sortir de ce système monstrueux. Et le but n’est pas que ces pays se replient sur eux-mêmes, mais qu’ils rebâtissent des coopérations entre pays européens, sur les décombres de l’eurolibéralisme !

Cette stratégie de sortie de l’eurolibéralisme en quittant l’Union européenne est tout le contraire du nationalisme, c’est une démarche internationaliste. D’ailleurs le 18 juin 2008 le Parlement européen a adopté une directive sur l’immigration illégale, qui propose des normes communes sur le retour volontaire, la rétention, la réadmission et les mineurs. Elle a été appelée la directive de la « honte » et a fait l’objet d’interventions indignées des président Morales et Chavez. Qu’il faille légiférer sur les réfugiés demandeurs d’asile et sur l’immigration illégale est évident. Mais faut-il systématiquement le faire, sous prétexte de la « crise » économique, au mépris du droit des gens ? Cette directive n’est-elle pas la preuve d’un « euro-nationalisme » source de difficultés présentes et futures ?

Depuis des années les citoyens des pays européens se détournent de cette construction européenne. L’abstention aux élections du Parlement européen augmente, les partis populistes, nationalistes, et même d’extrême droite prolifèrent partout en Europe. Ce mépris du peuple, manifesté notamment par le refus de tenir compte du résultat des référendums, prépare les pires régressions qui ne manqueront pas d’advenir demain si les mêmes orientations prévalent. Les peuples ne peuvent que perdre confiance dans ceux qu’ils ont élus. C’est bien l’Europe actuelle qui prépare le protectionnisme, le populisme, la xénophobie…

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire